

## A PROPOS DES “TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES” NOTES COMPARATIVES ET PRÉALABLES À L’ANALYSE DU CAS ANGOLAIS

Christine Messiant\*

Depuis une dizaine d’années l’Afrique est engagée dans une nouvelle période, que les analystes politiques ont appelée celle des “transitions démocratiques”, ou ont incluse dans la “troisième vague de démocratisation”<sup>1</sup>. Celle-ci n’a (bien sûr) pas été ouverte par le “discours de La Baule” du président français François Mitterrand en 1990, et elle n’a été que favorisée par la chute du Mur de Berlin et la détente internationale. Elle était alors déjà en germe dans divers pays du continent africain, sous la poussée de contestations de pouvoirs dictatoriaux en place par des mouvements sociaux ou des forces politiques qui “ne voulaient plus être dirigés comme avant”. En Algérie, en Afrique du Sud, au Mali, au Togo, à Madagascar, au Kenya et ailleurs, les Africains revendiquaient leur “droit à la démocratie”: leur refus des dictatures, leur volonté que les gouvernements soient représentatifs et légitimes et rendent des comptes, leur droit à changer de dirigeants. Un mouvement de fond, interne, se frayait la voie sous l’aiguillon de la nécessité (la détresse sociale liée à la crise économique) et exprimait la perte d’autorité et de légitimité des pouvoirs.

Dix ans après cependant - mais en fait déjà bien auparavant -, force est de constater que beaucoup de ces transitions sont inachevées ou précaires, que d’autres ont permis des restaurations autoritaires, d’anciens dictateurs parvenant, après élection et sous “multipartisme”, à préserver l’essentiel de leur système de domination, que de nouveaux dirigeants élus ont pu édifier le leur dans les pas des déçus; que dans d’autres cas encore, ces dites “transitions” n’ont été

\* École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris

<sup>1</sup> Cf. HUNTINGTON, S., *The Third Wave: Democratisation in the Late Twentieth Century*, Norma, University of Oklahoma Press, 1991.

d'emblée que de pure forme. Nombre des pouvoirs africains nouveaux ou reconduits ont de plus appris à annuler la désagréable incertitude inhérente aux processus électoraux, et cela même quand ceux-ci sont menés sous "commission nationale électorale" nationale et observation internationale ; les libertés fondamentales formellement, constitutionnellement, conquises - liberté de presse et d'association, pluralisme politique, justice, neutralité de l'administration et des appareils d'Etat - et les pouvoirs de contrôle qui devaient en résulter sur la gestion des affaires des pays, rognés ou neutralisés, exigent toujours une lutte acharnée et souvent dangereuse. Nombre de dirigeants africains, vieux dictateurs ou prétendue "nouvelle génération", anciens marxistes ou/et nouveaux libéraux, ont vite remis en cause - dans leur discours pour certains (ceux notamment qui se sont saisis du slogan de la "Renaissance africaine" pour prôner une démocratie "adaptée aux réalités du continent"), dans leurs actes pour certains de ceux-là mais aussi pour d'autres qui prétendent pourtant "coller" au discours de la démocratie occidentale -, supprimé ou vidé de leur substance les formes désormais internationalement acceptées (à la fois requises et "rentables"<sup>2</sup>) de l'Etat de droit, maintenant des régimes se caractérisant toujours par l'autoritarisme, la coercition, l'illégalité et l'arbitraire. Enfin ont surgi, phénomène nouveau, propre à la période, des "guerres électorales" qui - qu'elles éclatent avant l'échéance électorale (Congo Brazzaville 1997), pendant (Algérie 1991-92) ou après (Angola 1992), sont le signe de la non-acceptation d'une alternance ou d'une limitation du pouvoir "vainqueur", et la conséquence de l'inexistence substantielle de droits et d'une "culture" démocratiques - avec l'improbabilité qui en découle d'une résolution politique, pacifique, des conflits.

Ainsi, le seul aboutissement général de la revendication de démocratie qui s'est très généralement exprimée en Afrique depuis la fin des années 1980 a été une libéralisation des systèmes économiques et politiques légaux, les processus qui sont en cours sous le label homologué de "transitions démocratiques" devant donc plus justement être qualifiés de "transitions libérales"<sup>3</sup>, dont les dynamiques "démocratisantes" sont très variables, voire régressives (guerres). Il n'est certes pas question d'écarter comme inessentiels

<sup>2</sup> Internationalement rentables en effet : généralement dans la mesure où elles sont souvent des conditions d'accès à des prêts ou aides des institutions financières internationales et de certains partenaires bilatéraux ; plus précisément aussi puisque la rubrique "aide au renforcement de l'Etat de droit" amène des crédits spécifiques.

<sup>3</sup> C'est le titre qu'a retenu la revue *Lusotopie* (Paris, Karthala) pour son dossier concernant les pays de l'Afrique lusophone dans le numéro de 1995.

les modifications des régimes politiques et des formes constitutionnelles - le passage de systèmes dictatoriaux à des démocraties parlementaires multipartites -, mais, en s'attachant plutôt aux ressorts et à la substance de ces transitions, d'apprécier dans quelle mesure et à quels égards ces transformations constitutionnelles, légales, pouvaient et ont affecté les réalités politiques et économiques.

C'est dans ce cadre général que j'aborderai ici l'éventuelle spécificité, en tout cas la singularité de la laborieuse, douloureuse, meurtrière, "transition" angolaise. Celle-ci partage en effet beaucoup de caractéristiques avec l'ensemble des transitions libérales africaines, et on peut dans un premier temps la situer dans le cadre des typologies qu'affectionnent les politistes, et en tout cas l'aborder dans une optique comparative - afin au moins de "déblayer le terrain" de l'analyse et de singulariser certains facteurs. Mais il est évident que seule l'analyse concrète de l'imbrication de ces "facteurs" dans chaque cas peut donner une idée utile de ces transitions, qui ont suivi des voies chaque fois, dans chaque pays, différentes selon leurs trajectoires historiques et la réalité des relations économiques, sociales, politiques "pré"-existantes. Je ne suivrai donc pas, dans cette analyse préalable, la "transition" angolaise jusqu'à aujourd'hui, ni même n'aborderai le cadre - très singulier - dans lequel elle s'instaure, et qui sera lui aussi un facteur crucial de son "résultat" à ce jour, mais me limiterai à envisager ici les conditions particulières dans lesquelles elle s'amorce et qui me paraissent essentielles.

### **1. Crise et transition**

La transition angolaise, comme la plupart des autres transitions africaines (et comme d'autres, notamment celles à l'oeuvre dans les pays de l'ancien bloc soviétique), résulte d'une crise du système de domination. Celle-ci est plus globale et profonde pour les pays qui, de part et d'autre de la guerre froide, ont perdu la rente que constituait la bipolarité mondiale pour toutes les dictatures présentant un intérêt stratégique pour les grandes puissances, et elle l'est plus encore après 1989 pour les régimes de parti unique se réclamant du "communisme", où la faillite socio-économique s'accompagne d'une crise "morale", de légitimité profonde - ce qui est (doublement) le cas de l'Angola. Mais dans tous les cas il s'agit d'une crise du système de domination, crise objective, et notamment économique, et crise d'autorité et de légitimité, qui fait que le système ne parvient plus à assurer

er sa reproduction. En ce sens, il ne s'agit ni de transitions imposées par une "communauté internationale" ingérente, ni non plus d'un phénomène qu'on peut analyser d'abord selon les modèles de la contagion et de la diffusion, mais d'un processus ayant des causes endogènes profondes.

Cependant, les crises africaines des années 1980 et 1990 sont liées à l'insertion du continent dans le marché mondial, avec la diminution du prix des matières premières (y compris le pétrole au milieu des années 1980), une aggravation de la dette, la médiocrité des investissements, une chute des niveaux d'aide au développement - qui sera bientôt consacrée et explicitement soutenue par les Etats-Unis sous la rubrique du "trade not aid" -, l'intervention des institutions financières internationales à travers les plans d'ajustement structurel visant à assainir les finances publiques et à "rétablir les équilibres macro-économiques" par le moyen principal de l'"Etat minimum", de la déréglementation et de l'austérité publique - une intervention qui n'empêche pas mais va de pair avec la marginalisation de l'Afrique dans les échanges économiques. Ce qui signifie que les transitions qui s'opèrent sur le fond de cette crise ont un (des) acteurs très importants, l'acteur international, que celui-ci soit représenté par certains Etats<sup>4</sup> ou par le FMI et la Banque mondiale, mains (plus ou moins) visibles s'ajoutant à celle invisible du marché et en "ingérence" constante et, pour celle des institutions internationales, croissante.

Ces transitions se déroulent en outre, après la victoire du "monde libre", sous le drapeau d'une pensée hégémonique qui peut au mieux être résumée comme "la démocratie de marché", c'est-à-dire celle nécessaire pour atteindre la dérégulation et la globalisation selon les termes des dominants mondiaux. Si ceux-ci, pour avoir expérimenté l'inefficacité, à leurs propres yeux et en fonction de leurs propres objectifs, de plans qui n'affectaient pas les conditions politiques des réformes économiques prônées, ont infléchi leurs consignes et y ont intégré désormais, outre certains "correctifs sociaux", (*l'accountability et la good governance*), il reste que ce sont ces institutions qui fixent les règles et les mesures à prendre ; ce sont même elles et leurs experts (et non plus les scientifiques) qui élaborent et définissent les nouveaux concepts de la "pensée économique", mais aussi fixent l'acception de concepts politiques ("la démocratie", "la société civile") ou même en forgent (*good governance*), donnent à ces concepts des sens

<sup>4</sup> Etant donné le type de rapport que la France a établi avec ses anciennes colonies africaines, c'est surtout pour celles-ci que la relation bilatérale a un poids "autonome" important.

et des portées très marqués par leur idéologie néo-libérale, mais en font aussi une application très différenciée en fonction d'intérêts d'un autre ordre: l'idéologie voulant aussi que la démocratie politique "résulte" nécessairement de réformes économiques libérales, point n'est vraiment besoin ni de "forcer" dans les faits la démocratie (ni donc d'approfondir le concept passe-partout de démocratie), volontiers réduite à la tenue d'élections et à l'existence du multipartisme; et, pour les pays considérés comme stratégiques, les élections n'apparaissent pas même toujours nécessaires<sup>5</sup>, tandis que les entraves à la *good governance*, voire l'emprise des pouvoirs sur les systèmes financiers et économiques qui contreviennent pourtant foncièrement à la "liberté du marché" prônée, sont au besoin occultées (ainsi en Asie jusqu'à la crise récente).

Dans ces conditions, deux éléments structurels d'ordre différent pèsent négativement sur les transitions africaines: la concomitance entre la démocratisation politique et les situations de crises dont ces transitions sont issues et auxquelles elles veulent répondre, qui sont en Afrique à la fin des années 1980 graves et générales; la conjonction, en outre, du passage à des démocraties parlementaires et d'interventions extérieures dans les politiques des pays africains qui, pour le moins à court terme, affectent elles-mêmes très négativement des groupes sociaux déjà en crise, et qui de plus, préconisant et amenant un désengagement de l'Etat, retirent aux nouveaux gouvernements élus, voire démocratiques, une part tant de leur souveraineté que des moyens de réintégrer les populations marginalisées, privant ainsi d'autorité et de légitimité ces pouvoirs. Cependant, dans ce contexte général, la transition angolaise présente des singularités importantes, résultant d'une part du fait qu'il s'agit d'un pays en guerre, de l'autre que, dans cette longue guerre, s'est développé un système socio-politique particulier, lui-même rendu possible par l'existence d'une ressource économique stratégique: le pétrole, guerre et pétrole impliquant par ailleurs des liens à l' "international" très importants et d'une nature particulière.

S'il est difficile de dissocier les facteurs "guerre" et "système socio-politique" car il y a engrenage entre eux, chacun étant à la fois cause et conséquence de l'autre, et si l'intervention internationale elle-même va influencer sur cette imbrication, on doit cependant le faire un

<sup>5</sup> Et pas même toujours le multipartisme, et pas même seulement dans des pays dont l'importance sur la scène internationale amène à une grande compréhension pour les systèmes dictatoriaux: le "modèle ougandais" où les partis n'ont pas le droit à concourir aux élections, a ainsi été loué par les Etats-Unis.

minimum, de façon à mettre en évidence les différences précises du cas angolais: avec des régimes qui ne sont pas "en guerre", avec des régimes en guerre organisés selon d'autres modèles politiques, non "socialistes", ou même avec des régimes du même type (le Mozambique par exemple). Les régimes en guerre - et tout particulièrement l'Angola<sup>6</sup> - échappent pourtant souvent à l'analyse politique des "généralistes en science politique africaine", comme si "la guerre" suffisait seule à définir leur nature, ou comme si elle était pure destruction, la construction d'un ordre politique dans la guerre étant largement ignorée, et la fin de la guerre étantsupposée suffire à définir les nouvelles conditions politiques. Ce qui n'est évidemment pas le cas.

## 2. Guerre et transition

Les transitions au sortir de guerres présentent des différences significatives, suivent des modalités propres et comportent des difficultés toute particulières, certaines flagrantes. On doit au moins en considérer quelques-unes, qui bien sûr s'engrènent à d'autres particularités de chaque régime: la faillite de l'Etat a dans les pays en guerre une gravité particulière, avec une crise patente et extrême de la domination dès lors que l'opposition au pouvoir d'Etat et la contestation de sa légitimité ont pris une forme armée, le pouvoir d'Etat ayant perdu jusqu'au monopole de la violence légitime et au contrôle de tout son territoire. Quand on entre dans la "transition politique", de fait, en Angola (en 1990), le gouvernement est sous la menace de perdre la guerre, au Mozambique (1990<sup>7</sup>) il n'a plus les moyens de la mener.

. Dans cette forme de crise, armée, le problème majeur pour le gouvernement est celui du rétablissement de la paix militaire et civile et de son autorité, la récupération par l'Etat de son monopole de la violence légitime. Et, dans l'impossibilité d'une victoire militaire, cela implique au moins l'acceptation, et une forme de réintégration, de l'autre pouvoir armé.

. Dans la conjoncture internationale de la fin des années 1980, cette transition de la guerre à la paix va impliquer aussi, pour les pays dits "socialistes", une transition d'une économie administrée à une

<sup>6</sup> L'absence de données fiables sur l'économie (ou la société, la politique) angolaise a de même longtemps entraîné l'absence de l'Angola de multiples annuaires internationaux ou africains. Elle peut aussi pour une part, avec la rareté des recherches sur ce pays, expliquer son absence de nombres d'études comparatives ou générales sur les transitions politiques (ou même sur "la résolution des conflits"), mais il est clair que cette absence a des raisons d'un autre ordre.

<sup>7</sup> La réforme constitutionnelle au Mozambique précède la "transition démocratique-processus de paix", elle en revanche plus tardive qu'en Angola (cf. infra).

économie de marché et, toujours dans cette conjoncture, le moyen trouvé pour arriver à la paix sera l'instauration des règles légales des démocraties occidentales alors internationalement acceptées (c'est l'apogée de la rhétorique du "nouvel ordre international") et la réalisation d'élections. Si bien qu'on a affaire, au sortir des guerres - en Angola ou encore au Mozambique - à trois transitions simultanées, de la guerre à la paix, de l'économie administrée à l'économie libérale, et du parti unique au multipartisme. Mais il y a encore, liées elles aussi à la guerre et avec des conséquences sur la transition démocratique, d'autres spécificités importantes. Comme les études de cas le mettent en évidence, l'existence d'une longue guerre va signifier en effet globalement que la transformation démocratique ne vient pas d'une initiative du pouvoir, du haut, mais qu'elle ne vient pas non plus "du bas", de la société.

Le type de pouvoir qui s'est formé dans et par la guerre n'est en effet pas seulement un mode dictatorial de domination comme le sont d'autres pouvoirs de parti unique (qu'ils se veulent ou non marxistes-léninistes). Dans la mesure où le conflit a pris le caractère d'une guerre civile, le système ne s'est pas construit par la convergence et l'"assimilation" mais par la confrontation des élites<sup>8</sup>, la formation de "camps" (territorialisés) de guerre signifiant aussi qu'il n'y a pas englobement (et domination) de l'ensemble de la société mais extériorité d'une partie de celle-ci, et le système se caractérisant par l'exclusion politique radicale des "ennemis" et de leurs soutiens civils. Si bien qu'un régime en guerre de ce type ne prend pas spontanément l'initiative d'une solution démocratique, voire d'une simple "décompression autoritaire", ni ne l'envisage sans états d'âme, alors qu'une contestation armée menace centralement son pouvoir et pas seulement ses formes; il ne le fait que dans la mesure où il a commencé ou va devoir se résoudre à des négociations de paix - et cela uniquement parce qu'une solution militaire n'est plus possible - et dans le but de rétablir son autorité, non de la partager avec l'ennemi. C'est d'autant plus vrai pour un système de parti-Etat de type dit "socialiste" dans lequel le pouvoir économique est intrinsèquement dépendant de la domination politique et du contrôle sur tous les appareils de l'Etat, où la perte de ce contrôle que représente le multipartisme comporte dans tous les cas un risque politique grave, ce risque étant plus grave encore face à une opposition armée qui vise toujours, même par d'autres moyens, le

<sup>8</sup> Je renvoie ici aux analyses développées par BAYART, J.-F. dans son *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris.

renversement de son pouvoir.

Mais de plus, dans un régime dictatorial en guerre, la contestation "efficace" du pouvoir, celle qui l'a contraint à l'ouverture, n'est pas venue de la société, du "bas". Elle est le fait d'un autre pouvoir, lui aussi armé, construit dans la guerre et qui, dans ses pratiques, son fonctionnement, son expérience et, dans le cas angolais et beaucoup d'autres, son idéologie, participe lui aussi d'une culture d'exclusion, qui n'est pas davantage prêt à tolérer les droits de l' "autre" - à ses yeux aussi un ennemi à abattre -, ou ceux des citoyens, et qui s'est construit lui aussi sur le mépris des droits de l'homme propre à la guerre civile. On n'est donc pas en présence d'une confrontation entre des citoyens et un pouvoir dictatorial pour des droits démocratiques et sociaux. Ces longues guerres ont même, au contraire, réduit à l'insignifiance les mouvements sociaux et les oppositions politiques, ce qu'on appelle aujourd'hui la "société civile", et ce des deux côtés du conflit : même si ces deux pouvoirs sont éminemment dissemblables - puisque l'un est un pouvoir d'Etat (et comme tel inséré dans le système international des Etats) et l'autre un ordre armé -, pour les deux la guerre renforce la capacité de coercition et d'interdiction de tout ce qui est indépendant et non contrôlé, assimilé et amalgamé à l' "ennemi" et à la "subversion", ou considéré comme représentant un affaiblissement inadmissible face à celui-ci ("c'est la guerre"). La contestation politique (ou même sociale) pacifique est ainsi extrêmement difficile non seulement du fait de la dictature légale et de la nature sécuritaire des régimes (ou, évidemment, des guérillas) mais de la guerre elle-même - qui, même dans les démocraties les mieux établies, favorise la répression des voix dissidentes et des mouvements de contestation. Mais cet affaiblissement de "la société" n'est pas seulement le résultat d'une politique du pouvoir: "en bas", en effet, la logique de la guerre elle-même et la menace vitale à la sécurité que celle-ci signifie et que représente "l'ennemi" obligent mais aussi incitent les populations à se ranger dans l'un des camps constitués, ne serait-ce que pour être protégées .

Cette dynamique de non-émergence ou d'étouffement des forces sociales ou politiques non armées du fait de la guerre ressort clairement si l'on compare les cas angolais ou mozambicain avec la situation sous l'apartheid en Afrique du Sud, dans laquelle la lutte armée de l'ANC (et du PAC) n'était pas dominante, structurante, et avait surtout valeur symbolique, laissant l'espace au déploiement d'une lutte politique et d'une contestation civile multiforme, dans laquelle,



malgré la dictature, des forces sociales, religieuses, politiques - les "civics", justement - ont pu émerger. De même qu'il est illustratif de voir comment, "tant qu'il n'y avait pas de guerre en Algérie, ces mêmes forces multiples de contestation ont pu se construire face au pouvoir, et même se confronter à lui (1988), et comment, dès lors que le pays a été polarisé par la guerre civile et l'affrontement entre le terrorisme islamiste et le pouvoir militaire, il est devenu difficile que ces forces pourtant importantes se maintiennent efficacement comme une opposition autonome, sous l'effet bien sûr de la répression "interne" et de la limitation des libertés permises, "justifiées", par la guerre, mais aussi de la bipolarisation imposée ou consentie en fonction de ce que chacun ressent alors comme l' "ennemi principal".

Une autre caractéristique des transitions "sous guerre", dans le contexte de fin de la guerre froide et de la volonté des grandes puissances de mettre un terme à leurs conflits dans le monde (dits par eux "régionaux"), est que, sauf dans le cas (exceptionnel vu la nature la plus courante des deux ennemis armés) où les deux "parties" ont assez de représentativité, d'autorité, de conscience des intérêts de la nation, pour élaborer seules une "sortie de crise", elles impliquent une intervention centrale, officielle, de la communauté internationale, sous des formes qui peuvent différer (Cambodge, Namibie, Angola, Mozambique) et avec des objectifs et des intérêts, une implication, variables (et ces objectifs et intérêts ont différé dans les cas du Mozambique et de l'Angola<sup>9</sup>), mais qui dans tous les cas est autre chose que l'ingérence internationale banale - économique, financière et diplomatique -, à laquelle elle s'ajoute dans les divers cas plus ou moins autonomement; qui est une intervention dans la négociation entre les "parties", dans l'élaboration, l'observation, la "garantie", de projets et processus qui sont à la fois, dans la période du "nouvel ordre international", de paix et de démocratisation. Deux autres cas, inverses, peuvent là encore éclairer la situation angolaise (ou mozambicaine): celui de l'Afrique du Sud où une telle intervention centrale de la communauté internationale n'a pas été nécessaire étant donné la conscience commune des deux "camps" (ANC et Parti national) de la nécessité de mettre fin au conflit et de trouver le chemin de la réconciliation nationale, et de la nécessité, pour ce faire, de démocratiser les institutions et de changer, consensuellement, les règles du jeu poli-

<sup>9</sup> Voir, sur cette différence profonde - et dans une certaine mesure décisive pour le succès ou l'échec des processus de paix en Angola et au Mozambique - de l'implication de la "communauté internationale", MARCHAL, R. & MESSIAH, C., 1998, *Les chemins de la guerre et de la paix. Sorties de conflits en Afrique orientale et australe*, Paris, Karthala.

tique ; celui de l'Algérie où le gouvernement est parvenu, après avoir "interrompu" un processus électoral risquant d'amener au pouvoir par le vote des forces islamistes, malgré certaines pressions (intérieures et internationales), et peut-être à un coût humain très élevé, à empêcher sous couvert de défense de sa "souveraineté" toute intervention de la communauté internationale, et a décidé d'avancer comme bon lui semblait dans l'institutionnalisation de son pouvoir à travers une série d'élections tenues "sous guerre" et sans transparence. On peut aussi noter, à la lumière de ces deux exemples, que, en même temps qu'une intervention pacificatrice de la communauté internationale était superflue en Afrique du Sud, le processus de transition trouvé pour la réconciliation y a impliqué l'inclusion d'autres forces que les deux forces armées dans les instances exécutives transitoires jusqu'aux élections<sup>10</sup>, et que le refus d'une intervention internationale dans le cas de l'Algérie s'est accompagné d'une exclusion de ces autres forces de la décision politique et du refus de considération pour les solutions de sortie politique de la crise élaborées par les forces politiques civiles algériennes<sup>11</sup>, ces deux refus résultant indissociablement du refus du pouvoir algérien d'entamer son monopole décisionnel sur le pays.

Tout cela fait que dans les transitions démocratiques au et pour sortir de guerres, la démocratisation pour les protagonistes armés n'est pas, évidemment, une fin, n'est pas même conçue par les pouvoirs d'Etat comme une "décompression autoritaire" nécessaire, mais le plus souvent comme une imposition extérieure (Angola et Mozambique), éventuellement, si le régime se sent assez assuré (Mozambique), comme un moyen opportun de se légitimer et de désamorcer le danger d'une défaite électorale<sup>12</sup>, alors que, pour les oppositions armées, elle l'est d'une réintégration dans la vie politique et la société voire d'une arrivée au pouvoir<sup>13</sup>; la "réconciliation", résultant surtout de l'impossibilité de la victoire militaire, n'est souvent pas même recherchée, l'objectif étant le maintien ou l'instauration d'un

<sup>10</sup> En dépit de la très forte bipolarisation politique donnée en Afrique du Sud, l'exécutif transitoire mis en place jusqu'aux élections a en effet associé d'autres forces politiques, rompant à cet égard aussi avec un cadre d'affrontement duel (typique de la guerre). Et la forte bipolarisation des votes aux élections de 1994 doit y être analysée dans d'autres termes que ceux où elle est induite par une élimination des autres forces politiques de la période de transition.

<sup>11</sup> Compromis de San'Egidio pour la réconciliation nationale (avec notamment le FLN).

<sup>12</sup> Le FRELIMO a en effet, contrairement au MPLA, "anticipé" les réformes politiques, alors que le MPLA a tenté de les différer et y a été contraint alors qu'il avait déjà dû s'engager dans la négociation avec l'UNITA.

<sup>13</sup> Les situations des guérillas angolaise et mozambicaine sont à cet égard très sensiblement différentes (cf. MARCHAL, R. & MESSIANT, C., 1998, *op. cit.*).

pouvoir hégémonique par d'autres moyens que la guerre, et dans le meilleur des cas elle n'est envisagée que comme nécessaire à la pacification du pays. Et même la paix, objet pourtant principal des "processus" dont est plus ou moins garante la communauté internationale, est pour les deux "pouvoirs armés" conditionnelle, dépendante de ce qu'elle va représenter pour leur accès ou leur maintien au pouvoir.

Si bien que la démocratisation elle-même, "obligatoire" mais non désirée, au mieux instrumentale (pour la paix) aux yeux des protagonistes, et le plus souvent largement formelle (institutionnelle, électorale) pour la communauté internationale, sera inévitablement limitée<sup>14</sup> et entravée<sup>15</sup> pendant la "transition" stricto sensu, et proprement impensée pour l'après-élections<sup>16</sup>. Loin de s'attacher aux problèmes réels liés à ce que la "démocratisation" des régimes ne suffit pas à résoudre le problème de la paix, et que même, et que même, à certains égards, les exigences de la démocratisation et celles de la "réconciliation" peuvent être contradictoires, ces intentions et ces "oublis" aboutissent à renforcer les obstacles. Ces transitions s'effectueront donc dans des conditions "objectives" et "subjectives" particulièrement défavorables, intérieurement, étant donné ce que sont et veulent les deux "parties" aux accords. Et ces conditions seront plus défavorables encore en Angola étant donné les intérêts internationaux en jeu, des intérêts stratégiques et économiques ayant peu à voir avec les nécessités de pacification, et qui de plus vont s'exercer non seulement à côté mais au coeur de l'intervention de la "communauté internationale" dans le processus de paix.

<sup>14</sup> Cf. très généralement et en accord avec la communauté internationale la limitation des droits des citoyens (dont à la justice et à la vérité) afin de ne pas "mettre en danger" la réconciliation, mais très généralement aussi, et d'un commun accord entre les "parties" nationales et la communauté internationale, la préférence pour un processus n'impliquant que les "parties armées", censé être plus "contrôlable" que la "confusion démocratique" (l'expression est de Jonas Savimbi, mais l'idée qu'elle recouvre est largement partagée, même par les "démocrates internationaux", quand il s'agit des processus de paix).

<sup>15</sup> Par l'une ou les deux "parties" bien sûr, mais parfois aussi par la communauté internationale - pour "ne pas mettre en danger le processus".

<sup>16</sup> On peut aussi, sans s'étendre ici sur cette question, opposer deux exemples à cette indifférence de la communauté internationale : celui, encore, de l'Afrique du Sud, où les forces politiques nationales élaborent pour l'après-élection des règles du jeu politique destinées à assurer les conditions du maintien de la paix (et notamment un gouvernement d'unité nationale) ; et celui du Cambodge, où, alors que le processus de paix parrainé par la communauté internationale prévoyait, comme très généralement à l'époque, un lendemain d'élections sur le modèle de "tout le pouvoir au vainqueur", c'est Sihanouk, dont les partisans étaient sortis vainqueurs du processus électoral, qui a pris l'initiative de proposer un gouvernement d'unité nationale.

### 3. Economie politique réelle et transition

Ce que sont le MPLA comme parti-Etat et l'UNITA comme pouvoir armé à l'aube du processus de paix et de démocratisation (1990-91) n'a, quoi qu'ils en disent à l'occasion l'un et l'autre, que de lointains rapports avec ce qu'ils étaient à leur origine de mouvements luttant contre la domination coloniale. L'évolution de l'un ne peut, par ailleurs, être analysée sans celle de l'autre<sup>17</sup> et sans prise en compte des particularités concrètes de la guerre constante qu'ils ont menée depuis l'indépendance<sup>18</sup>. Le fait que l'UNITA soit le type de pouvoir armé qu'elle est devenue constitue sans le moindre doute un obstacle majeur à la démocratisation de l'Angola<sup>19</sup>, et d'abord à sa pacification. Mais je ne m'y attarderai pas ici, non pour minimiser cet obstacle, mais pour analyser l'autre "côté", qui est le plus souvent non analysé, ou considéré comme inessentiel, dans cet échec, ce alors même pourtant que - pour le moins<sup>20</sup>- c'est dans le cadre de l'Etat angolais que

<sup>17</sup> C'est pourtant ce qui est fait à l'envi par nombre non seulement d'hommes politiques mais aussi d'analystes, voire de chercheurs, même après la fin de la guerre froide qui a longtemps polarisé des engagements d'opinions publiques dans le monde et "encadré" la compréhension de certains conflits. La situation étant, à cet égard, assez différente au Mozambique, où, sinon pour de rares chercheurs (Geffray, Cahen notamment), l'impasse a été quasi générale sur les causes internes de la guerre civile, renvoyée presque "universellement" à l'agression extérieure par le moyen des "bandits" de la Renamo; et en Angola où les deux "camps de guerre" ont (jusqu'au retournement récent en soutien au gouvernement du MPLA) trouvé à l'extérieur des relais puissants pour livrer des "analyses" parfaitement borgnes et faisant l'impasse sur les facteurs (et les effets) de la guerre civile de "leur" côté.

<sup>18</sup> Voir MESSIANT, C., 1994, "Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition. I. De la guerre à la paix (1975-1991): le conflit armé, les interventions internationales et le peuple angolais", in *Lusotopie* (Paris, L'Harmattan/ Bordeaux, Maison des Pays ibériques), 1-2, pp. 155-210.

<sup>19</sup> Paradoxalement en apparence seulement, un plus grand obstacle que la RENAMO au Mozambique - même si leur "différence" ne suffit nullement à expliquer le succès ou l'échec des processus de paix dans les deux pays (cf. R. Marchal & C. Messiant, 1998, *op. cit.*)

<sup>20</sup> Pour le moins en effet, et d'un point de vue pratique pour les faiseurs de paix et leurs analystes, ceux qui en tirent les bilans. Mais aussi à un autre niveau, pour les chercheurs en sciences politiques ou sociales: on ne voit pas, en effet, comment il est intellectuellement défendable de "déclarer" - explicitement ou en le passant sous silence - inessentiel, subalterne, le système politico-social "gouvernemental" pour, en l'occurrence, l'échec de la "transition" (à la paix et à la démocratie), sans en avoir fait l'analyse et avoir ne serait-ce que minimement démontré qu'il l'était.

<sup>21</sup> Les deux parties aux accords de paix de Bicesse sont désignées comme d'un côté "l'Unita" et de l'autre "le gouvernement" - une distinction qui est à la fois d'évidence (quoi qu'ait pu dire l'UNITA, elle n'a jamais été un autre "Etat", mais seulement un ordre, un pouvoir, armé n'ayant ni les mêmes fonctionnements internes ni les mêmes "relations internationales" qu'un Etat) et qui a été extrêmement importante, pas seulement symboliquement, pour le MPLA, étant donné les prérogatives qui lui reviennent du fait de sa souveraineté. Je dois aussi dire que c'est le MPLA que j'ai voulu et pu (dans une certaine mesure) étudier. Il s'agit bien sûr d'un choix personnel de chercheur. On peut aussi noter qu'il n'y a pas eu jusqu'ici d'analyses indépendantes de l'UNITA (même par des "chercheurs sympathisants"), non seulement me semble-t-il du fait qu'une telle recherche indépendante est toujours plus difficile dans une guérilla que dans un Etat où des marges de liberté existent obligatoirement, mais aussi en raison du genre particulier de celle de l'Unita, et notamment de son caractère totalitaire et despotique.

peut ou non se faire la transition démocratique, et d'abord la "réintégration"<sup>21</sup>.

Ce que MPLA et UNITA ont devenu dans la guerre dépend l'un de l'autre, et aujourd'hui encore (1999) l'échec du processus de paix se construit à travers une multitude d'actes et de réactions, les leurs mais aussi ceux d'autres acteurs, internationaux, qui tous contribuent à l'orienter dans une certaine voie<sup>22</sup> (pour lors, celle de l'échec et de la tragédie), sans qu'il n'y ait de déterminisme d'aucun ordre (économique, ou historique, ou culturel<sup>23</sup>). Mais ce long chemin faisant, chaque camp a aussi acquis une logique profonde, des tendances lourdes. C'est vrai pour l'UNITA qui se présente en 1990 comme une force foncièrement réfractaire à la démocratie et comptant d'abord sur la force des armes (qui lui a permis d'imposer des négociations, d'exister politiquement), mais cela est vrai aussi pour le parti-Etat MPLA dont les bases économiques, la culture et les pratiques sont en 1990 étrangères à la démocratie et menacées par celle-ci. On a souvent opposé à la "démocratie socialiste" prétendue des régimes du bloc soviétique le "socialisme réellement existant". Parlante et juste, cette expression recouvrait cependant une réalité surtout politique : celle de l'absence "réellement existante" de droits d'un peuple censé pourtant légitimer - et même "diriger" - ces régimes se disant aussi "populaires", et la réalité de la dictature du parti-Etat. Il me semble qu'il est, au-delà, indispensable d'analyser ces régimes, comme tous les autres, en termes d'économie politique, c'est-à-dire comme des systèmes de domination et d'inégalités particuliers fondés sur certaines ressources - pas seulement économiques - et opérant certains types de redistribution (ou d'appropriation) de la richesse nationale, et recourant à certains moyens de reproduction et de légitimation. L'analyse en termes d'économie politique entendue en ce sens sociologique<sup>24</sup> ne se situe donc pas seulement - et bien sûr - au-delà de l'analyse des discours de légitimation des pouvoirs, mais aussi de celle des "régimes politiques" ou des "modèles économiques", et entend au contraire mettre en évidence l'articulation en un système

<sup>22</sup> Une parution toute récente me semble montrer de façon particulièrement claire comment c'est cet ensemble seul qui peut "expliquer", "construire" l'issue, qui n'était pas fatale, des tentatives de pacification en Angola: le long rapport de Human Rights' Watch sur l'échec du "dernier" processus de paix, *Angola unravels: The Rise and Fall of the Lusaka Peace Process*, 1999.

<sup>23</sup> Je ne fais pas allusion ici aux explications culturalistes de l' "échec des transitions africaines", qui ont évidemment fleuri, refleurit plutôt, puisqu'elles étaient auparavant quasi dominantes pour rendre compte de l' "échec du développement". Mais de la résurgence en ce qui concerne l'Angola, des "explications" ethniques-culturelles du conflit et de la tendance à vouloir l'ancrer dans l'histoire - une histoire souvent reconstruite.

<sup>24</sup> Voir WEBER, Max, 1971, *Economie et société*, Paris, Plon.

des facteurs économiques, politiques, sociaux et symboliques. Là encore donc, l'analyse "typologique" apparaît tout à fait insuffisante voire trompeuse: ainsi, si le "socialisme" angolais est comme lui "marxiste-léniniste", il a peu en commun avec, disons, celui de Cuba (ou même du Mozambique) et, à la fin des années 1980, en fait davantage avec d'autres systèmes africains dits "néo-patrimoniaux"<sup>25</sup>, et avec des pays divers disposant d'une ressource stratégique, quels que soient leur régime politique et le caractère libéral ou étatique de leur économie. Une telle analyse, qui paraît indispensable dans tous les cas, l'est plus encore pour qui veut comprendre la "vraie nature" de ce qu'on a appelé les "transitions démocratiques" des années 1980-90 (en Afrique ou en Europe de l'Est par exemple) sans en rester à l'affirmation d'un dogme - celui de l'équivalence entre libéralisation économique et politique légale et démocratisation -, et au renvoi des éventuels, et parfois flagrants, "démentis" pourtant donnés par la réalité sociale et politique au fait qu'il s'agirait de "démocraties émergentes" ou "embryonnaires" (avec, à l'appui, l'argument rebattu<sup>26</sup> que les démocraties occidentales ne se sont pas faites en quelques décennies mais en plusieurs siècles, etc.), sans s'attacher à mettre au jour les logiques et les dynamiques réelles de ces systèmes censés être "en transition démocratique".

Je vais donc formuler rapidement certaines des caractéristiques qu'a prises le dit socialisme angolais, qui sont le résultat d'une série de processus et d'événements que je ne peux exposer ici mais qui renvoient pour le moins aux articulations d'un tryptique indissociable : la nature du bloc au pouvoir, la guerre et le pétrole. Cela permettra d'indiquer comment ces caractéristiques ont évolué jusqu'en 1990-91 et en quoi elles pouvaient "structurellement" être affectées par le processus de démocratisation institutionnelle depuis (en ne traitant pas ici l'examen de la façon dont elles l'ont historiquement, réellement, été).

<sup>25</sup> Voir particulièrement les travaux de J.-F. Médard et notamment, pour son intérêt pour l'analyse des "transitions", "La crise de l'Etat néo-patrimonial et l'évolution de la corruption en Afrique subsaharienne", Bordeaux, CEAN, 1998, 26p. multigr. (Un assez grand nombre d'auteurs qui caractérisent les régimes africains en général comme "néo-patrimoniaux" s'en tiennent à une acception seulement politique du néo-patrimonialisme quand ils analysent notamment ses conséquences pour les chances de démocratisation; voir, par exemple, de façons différentes, DECALO, S., "The Process, Prospects and Constraints of Democratization in Africa", *African Affairs*, 91, 1992, pp. 7-35 ; ou BRATTON, Michael & VAN WALLE, Nicholas, 1994, "Neopatrimonial regimes and political transitions in Africa", *World Politics*, 46 (4), pp. 453-489).

<sup>26</sup> On notera seulement que cet argument sans cesse avancé - par les régimes pressés à la "transition" et, avec plus ou moins d'insistance, par leurs bailleurs de fonds et partenaires étrangers - fait l'impasse sur une "globalisation" censée pourtant surdéterminer l'évolution partout dans le monde.

Pour résumer, le pouvoir du MPLA après la guerre qui marque l'indépendance se caractérise par sa faible représentativité et légitimité par rapport à celles de mouvements de libération nationale arrivés au pouvoir dans d'autres pays<sup>27</sup>, par sa faible cohésion idéologique, et aussi par son caractère même en son sein très vite répressif (répression exorbitante du coup d'Etat interne du 27 mai 1977). Face à la guerre de l'UNITA et à l'agression sud-africaine qui la soutient, il va développer une politique d'exclusion politique radicale; se constituer, donc, contrairement au modèle le plus commun en Afrique, par divergence et confrontation des élites, non incluses dans le parti unique censé représenter la nation tout entière. De plus, cette exclusion des vaincus de la guerre d'indépendance, ne s'étant pas fondée et appliquée sur une base ethnique mais politique, a cependant, étant donné notamment le tour ethnique des alignements guerriers de 1974-76 entre MPLA, FNLA et UNITA, signifié dès l'origine aussi dans les faits une exclusion - ou, dans le cadre de l'allégeance politique, une subalternisation - d'élites de certaines origines ethniques<sup>28</sup>. La dictature "marxiste-léniniste" et la guerre vont signifier que l'ensemble de la vie politique, économique et sociale (et culturelle) sera sous le contrôle total du parti(-Etat) - sauf pour ce qui lui échappe dans la rébellion armée. Le parti-Etat angolais dispose par ailleurs, en quantité importante (et sans cesse croissante), avec le pétrole, d'une ressource stratégique. Cela va lui donner, en même temps que des recettes en devises très considérables par rapport aux pays qui en sont dépourvus - et donc une position singulière, bien moins critique, dans la "crise africaine" des années 1980, ainsi que des marges de manoeuvre et de négociation incomparables par rapport aux bailleurs de fonds et

<sup>27</sup> FNLA et UNITA ont, comme le MPLA, une représentativité partielle, et c'est le sort des armes qui fait la différence dans la guerre civile et internationale de 1975-76.

<sup>28</sup> J'emploie cette expression et non celle d' "élites ethniques", non seulement parce que le fondement de l'exclusion n'est pas identitaire mais politique, mais aussi parce qu'il me semble au moins insuffisant (pour le FNLA) et même faux (pour l'UNITA) de parler d'élites ethniques en Angola, étant donné le processus de formation des élites sous la colonisation (cf. MESSIAET, C., 1961, *L'Angola colonial, histoire et société. Les prémices du mouvement nationaliste*. Paris, EHESS, 1983, thèse de doctorat de sociologie, vii-591-xxxivp., multigr.). Et la politique discriminatoire affecte bien des élites et non des populations.

<sup>29</sup> Sans même parler de la dernière période où le gouvernement angolais bénéficie à la fois de sa légitimité électorale et de ses richesses pétrolières, la conjonction des deux lui ayant acquis un soutien diplomatique et politique massif de la communauté internationale, c'était déjà le cas pendant la guerre froide et malgré l'opposition radicale des Etats-Unis notamment (qui n'a reconnu le gouvernement angolais qu'en 1993): les revenus partagés du pétrole angolais entre l'Etat et les multinationales surtout alors américaines ont permis, à côté de l'aide soviétique, au gouvernement de mener la guerre contre l'UNITA alliée des USA; l'Angola a été jusqu'en 1987 un "excellent payeur"; même ensuite quand il entre dans la crise, il est bien sûr soumis à des pressions, mais pas à des plans d'ajustement structurel (il ne l'est toujours pas aujourd'hui).

organisations financières internationales, et plus généralement dans ses relations avec ses partenaires étrangers<sup>29</sup>. Or le pétrole constitue une ressource non appropriable individuellement, non dispersable (comme, au contraire, le diamant), dont les revenus reviennent à l'État - c'est-à-dire, dans un régime dictatorial et étant donné les "règles" (peu transparentes) internationales de l'exploitation pétrolière<sup>30</sup>, à ceux qui détiennent le pouvoir d'État. Le pétrole est en outre, en Angola, essentiellement off-shore, physiquement mais aussi économiquement<sup>31</sup>. Cela va se traduire, au fur et à mesure du déclin de la production, par sa constante "valorisation" économique par rapport à toutes les autres ressources du pays; et, cela va signifier, socialement, la possibilité pour le gouvernement angolais de se passer quasiment de la production de sa population, avec évidemment des conséquences socio-politiques importantes<sup>32</sup>. Cela l'amènera en effet, quand l'extension de la guerre, couplée aux dégâts liés à la fois au système économique adopté, défavorable aux paysans, et à la gabegie et à l'incompétence nourries par le caractère politique des promotions, se sanctionnera par la rupture de l'échange entre ville et campagne, à abandonner la paysannerie - plutôt que de la contraindre à produire et à se soumettre, comme ce sera en revanche le cas au Mozambique avec notamment les "villages communaux" et la lutte centrale contre "le féodalisme et l'obscurantisme"<sup>33</sup>- puisqu'il est assez riche pour importer afin de nourrir les villes, et, même, manifester par des dépenses somptuaires la puissance de l'État<sup>34</sup>, et aussi afin de con-

<sup>29</sup> Le cas le plus notoire aujourd'hui, étant donné les "scandales" auquel il a donné lieu en France, est celui de la compagnie Elf, mais l'"informalité" et les rapports clientélistes (commissions, non-enregistrement dans les recettes, etc.) sont très ancrés dans ce secteur de pointe du capitalisme international.

<sup>31</sup> Il constitue une économie d'enclave qui n'est pas régie par le système socialiste (voir FERREIRA, M. E., "La reconversion d'une nomenclature pétrolière", *Politique africaine* (Paris, Karthala), pp. 57, mars 1995.

<sup>32</sup> On doit aussi noter que, de l' "autre côté", l'importance de l'aide apportée par l'Afrique du Sud puis par les États-Unis et d'autres pays occidentaux et leurs alliés (aide militaire, financière, diplomatique, etc.) va elle aussi permettre à l'UNITA de dépendre dans une mesure beaucoup moins grande que nombre de guérillas de l'"exploitation" des populations qu'elle contrôle (et, à cet égard aussi, de l'utilisation systématique de la terreur - la différence avec la Renamo étant ici extrêmement forte), et de leur apporter en revanche, dans ce qu'elle appelle ses "terres libres" de Jamba, (par exemple par des bourses d'études dans des pays amis), des conditions matérielles (dont la santé) et même sociales et culturelles supérieures à beaucoup de guérillas. Cette "richesse" des deux partis armés, fondée sur leur insertion internationale (très différente, évidemment, dans les deux cas) a donc puissamment contribué au renforcement des moyens de domination de chacun des deux pouvoirs sur "leurs" populations, non seulement, de leurs moyens militaro-policiers, liés au conflit (*cf. supra*) mais de leurs moyens socio-économiques.

<sup>33</sup> Il faut en effet aussi mettre en rapport ces combats idéologiques sensiblement différents des deux régimes avec l'ensemble de leurs moyens de domination (en Angola, le pouvoir ne réprime pas mais abandonne et ignore les porteurs - les chefs "traditionnels" - de cet obscurantisme).

<sup>34</sup> Celle-ci n'est pas seulement possible, elle est aussi nécessaire. Il me semble qu'il ne faut, en effet,



solider les privilèges légaux d'une nomenclature dont la cohésion et la loyauté seraient sinon fragiles. Ces privilèges, la pénurie, la corruption, n'ont dans un premier temps rien de qualitativement exceptionnel par rapport à d'autres pays "communistes", même en paix et ne disposant pas de cette considérable ressource qu'est le pétrole, même si les paysans y sont plus fortement marginalisés. Est à l'oeuvre le type de "compromis social" qu'on y trouve généralement, dans lequel l'absence de ce que ces régimes intitulent les "libertés formelles" (c'est-à-dire les libertés et droits civiques fondamentaux) intrinsèque à la dictature du parti-Etat est "compensée" par l'existence des dites "libertés réelles": moyens de reproduction et de subsistance, même austères, éducation, santé; le contrôle totalitaire du parti sur l'Etat, exercé de plus en plus exclusivement par le Bureau politique (et non plus même le Comité central) du parti, l'est cependant collectivement, en fonction de la "loi" du parti, celui-ci fournissant "en retour", conjointement aux organisations de masses dans lesquelles il encadre la population, la seule voie de promotion - et même de satisfaction des aspirations les plus légitimes -, celle par laquelle il faut passer pour avoir accès à des biens, services, avantages, études, carrières, etc. Un régime de ce type assure donc aussi, dès lors qu'il parvient à durer, une certaine incorporation de la nation - et cela est vrai même, dans le cas de l'Angola, malgré la guerre et la "divergence des élites": sur la base obligatoire de l'allégeance politique - au départ à la fois celle à l'idéologie marxiste-léniniste officielle et celle à la lutte contre les ennemis politico-militaires (exclus de la nation et du peuple comme "fantoques") -, cette réduction des voies possibles de promotion à celles légitimes va amener des gens de toutes les régions, ethnies, couches sociales, à entrer dans le parti s'ils le peuvent<sup>35</sup>, à défaut dans les organisations de masse, afin d'obtenir ces avantages relatifs. On doit noter aussi que la confusion du bien public et du bien privé, l'appropriation privative du premier, est en quelque sorte intrinsèque à un tel régime: en effet, si l'idéologie "égalitaire", celle de "l'Etat du peuple", interdit que l'échelle des salaires monétaires soit très large - et en

pas seulement rapporter les (extravagantes) dépenses de l'Etat angolais marxiste-léniniste, notamment dans ses représentations diplomatiques ou économiques (mais aussi pour, par exemple, certains de ses étudiants boursiers) à l'étranger et, en Angola même, dans la fréquence des conférences, le nombre des visiteurs, internationaux, et le faste qui les entourent, à sa possibilité (grâce à la rente pétrolière), mais bien à la menace à sa souveraineté, et à la fragilité de leur légitimité internationale.

<sup>35</sup> Cf. le "o partido não é para quem quer, mas para quem merece", cette "loi du parti" s'exerçant à la fois par l'exclusion politique de catégories du peuple (les entrepreneurs, les croyants par exemple), et par l'exclusion d'individus, qui peut être décrétée par des structures de différents niveaux, pour non-conformité à la "morale socialiste".

Angola jusqu'en 1990, cette échelle restera de fait très réduite (de un à sept environ) -, c'est par les biens, avantages, services non comptabilisés, non monétarisés, concédés par "le parti" à travers les *credenciais* et *requisições*, que passent les différences entre "le peuple" et les différents échelons de la nomenklatura officielle ; et ces avantages sont toujours aussi de l'ordre du "privé", qu'il s'agisse des voitures ou des appartements "de fonction", de leur équipement et de leur entretien, des devises pour les voyages "de service", de l'accès à prix officiels (subventionnés par l'Etat) à des magasins et des biens auxquels le commun du peuple n'a pas (légalement) accès, etc. "Classiquement" encore, donc, un tel système, en Angola comme ailleurs, dès lors qu'il repose sur l'inégalité de l'accès aux biens entre la nomenklatura et le peuple et sur la seule "loi" - donc l'impunité - du parti, est particulièrement propice au (ou, plutôt, obligatoirement producteur du) développement de la corruption - au sens, ici, de l'abus individuel de position et de pouvoir -, celle-ci prenant de l'ampleur, en même temps qu'une fonction sociale et une "valeur" accrues, au fur et à mesure que la gabegie liée aux critères politiques-partisans de nominations<sup>36</sup> et à la bureaucratisation réduit l'ampleur des dites libertés réelles - notamment la satisfaction des besoins de subsistance élémentaires - et aboutit à une économie de rareté.

L'existence de l'informel et de la corruption est ainsi le corollaire obligé de la rareté, de la dictature et de la gestion administrative. Avec un cercle vicieux, donc, dès lors qu'aucune garde-fou, si ce n'est celui "du parti" lui-même - qui laisse faire, manipule, contrôle ou réprime cette corruption en fonction de ses propres critères (et luttes internes).

En Angola comme dans les autres régimes communistes, et d'autant plus que par ailleurs la guerre va absorber une part plus importante des ressources et détruire les capacités de production, va de fait émerger "à côté" de l'économie officielle une économie informelle, née de la conjonction de certaines mesures prises par l'Etat lui-même pour "compenser" la pénurie (auto-consumo), de la "débrouille" individuelle et de la corruption des "serviteurs de l'Etat" :

<sup>36</sup> Jouent en effet non seulement, massivement, le critère partisan, mais aussi les rivalités et les équilibres entre diverses factions au sommet du régime. D'où l'importance, aussi, pour l'ampleur et la "qualité" de la corruption, pour ses effets stabilisateurs ou au contraire désagrégateurs, de la composition du "bloc au pouvoir", de sa cohésion, etc. Il est par exemple clair en Angola que tant la faiblesse globale de l'adhésion au "socialisme" parmi les dirigeants que l'existence de divisions (parfois profondes, mais selon des lignes multiples) dans le bloc au pouvoir tel qu'il se "solidifie" en 1977-78, vont être des facteurs très importants dans la rapidité et l'ampleur de l'appropriation privée du bien public

<sup>37</sup> Sur cette question aussi, il me semble important de prendre en compte dans le développement du phénomène, outre sa "nécessité structurelle" - la corruption et l'illégalité étant la face cachée de ces

c'est la pratique qui se développe à un niveau individuel des détournements et des vols sur les lieux de production et de travail<sup>37</sup>, ce sont surtout bientôt, pour répondre aux besoins les plus essentiels que l'Etat remplit de moins en moins (dont l'alimentation, l'habillement), les multiples initiatives prises en dehors de l'Etat et contre sa légalité, et de plus en plus organisées, pour vivre de la vente de produits détournés ou importés en contrebande: c'est le temps de la *candonga*, le marché noir, illégal, dénoncé et périodiquement réprimé<sup>38</sup>. Il y a vite en Angola des différences significatives par rapport à d'autres pays "socialistes": ce marché y prospère davantage, et sa place relative par rapport à l'économie formelle est vite forte, avec l'élargissement constant et tôt exceptionnel de la différence des cours officiel et réel du dollar, liée au maintien d'un taux de change officiel inchangé, à la pénurie, au régime des versements en dollars des revenus pétroliers, à l'importance de la "subvention" de l'Etat à la nomenklature, à la corruption aussi de fonctionnaires de l'Etat ou des entreprises publiques: même s'il est dénoncé (et, alors, souvent perçu) comme "extérieur à l'Etat" et catalogué comme "crime économique", ce marché suppose en effet des ententes avec ses agents, et se fait aussi très vite à l'initiative de certains de ceux-ci, notamment ceux qui "disposent", vu le secteur d'exercice de leur charge, de biens particulièrement valorisés sur le marché illégal<sup>39</sup>.

Pendant un temps cependant, et même si la corruption, et surtout le jeu sur le taux de change, vont tendre à se diffuser au sein de la nomenklatura, on reste dans un système "socialiste" "classique" dans ce sens non seulement que le marché "noir" est stigmatisé et que la répression est la règle pour les "trafiquants", c'est-à-dire les indépendants (et ce même à un niveau très bas), mais que la corruption n'est pas généralisée, que le parti-Etat la couvre essentiellement pour des raisons politiques, mais qu'il la limite aussi dans ses rangs, éventuellement même la réprime (notamment en "remplaçant" des

régimes mais aussi une condition de leur maintien - dans des économies de rareté de ce type, certains facteurs politiques, non seulement ceux liés aux aspirations et aux divisions au sein du pouvoir "marxiste-léniniste", mais aussi certains "effets" sociaux de la répression du coup d'Etat de 1977 qui aliène au pouvoir une partie de sa base sociale, notamment urbaine et populaire, et qui légitime plus que dans d'autres cas aux yeux de celle-ci tant l'absentéisme ou le "non-travail" au travail que des pratiques comme les vols, le coulage, la perruque.

<sup>38</sup> En Angola pour des raisons d'ordres divers, ce sont les *regressados* (Angolais nés ou ayant vécu au Zaïre et rentrés après l'indépendance) qui sont à l'initiative et à la pointe de cette économie informelle qui surgit largement hors du parti-Etat. Cette spécialisation d'un groupe identitaire (en outre fortement connoté avec le FNLA) aura bien sûr aussi des conséquences sociales et politiques.

<sup>39</sup> Très tôt aussi l'accès aux postes de ministres et de directeurs a été utilisé par certains pour s'approprier individuellement des "morceaux" de l'Etat et de ses privilèges, commençant ainsi à se créer des clientèles.

dirigeants compromis à certains postes particulièrement favorables à son "exercice"), elle n'est pas au coeur de la domination du parti-Etat, qui repose toujours essentiellement sur l'appropriation opaque de la rente pétrolière et son allocation, arbitraire mais "globalement légale", de privilèges à la nomenklature par l'attribution de postes dans le parti, l'Etat et les entreprises, et - bien sûr - sur la dictature de parti unique.

La richesse pétrolière, l'importance dès l'origine de divisions internes au "bloc au pouvoir", l'impossibilité d'expression politique de ces divergences et la nécessité de les "gérer", vont cependant se traduire d'abord par une augmentation du nombre des privilégiés et de l'ampleur de leurs privilèges, amenant un renforcement de la nomenklature et sa dissociation rapide des aspirations du simple "peuple", et aussi, en même temps qu'un aiguïsement des luttes individuelles et factionnelles pour les places, un renforcement de sa cohésion et l'"enrichissement" de ses ordres d'intérêt<sup>40</sup> dans "le système" et face à ceux qui le menacent. Dans la mesure où le parti dirige l'Etat, il exerce bien cependant une certaine régulation collective, même si celle-ci s'exerce en fonction de critères intrinsèquement exclusivistes et arbitraires, est interne aux bénéficiaires et tend à être monopolisée par le sommet de la nomenklature.

Mais ce n'est pas sur une économie politique de ce type que va se greffer la dite "transition démocratique" angolaise à partir de 1990-91. Un tournant qualitatif est en effet pris alors que l'Angola est encore fermement "marxiste-léniniste", et sans transformation du système socio-politique légal, à la fois progressivement du fait de la dynamique même de ce premier "socialisme" angolais (et de ses tendances contradictoires) et de l'extension de la guerre, et décisivement après que la chute du prix du pétrole au milieu des années 1980<sup>41</sup> amènera le pouvoir angolais à certains choix et non d'autres<sup>42</sup>. Là encore, il serait nécessaire d'examiner non seulement dans son "type" mais dans son histoire concrète et dans l'ensemble de ses aspects (économiques, politiques, sociaux, culturels et symboliques) ce passage puis ce déploiement pour comprendre la substance des transfor-

<sup>40</sup> Aux positions idéologiques, aux aspirations sociales des élites coloniales investies dans l'Etat indépendant, aux liens familiaux, amicaux, etc., aux rejets parfois existentiels de l'ennemi, viennent s'ajouter des intérêts économiques et sociaux de plus en plus importants.

<sup>41</sup> Avec l'importance, à cet égard, de la concomitance de l'extension de la guérilla de l'UNITA permise par la politique de Reagan lors de son second mandat, et de la chute des prix du pétrole.

<sup>42</sup> D'une certaine manière, le congrès du MPLA de 1985 marque cette réorientation - moins cependant par les résolutions qu'il prend que par la modification des rapports de force internes qu'il scelle, et par la dynamique qu'il laisse faire.

mations auxquelles donnera lieu le changement ultérieur de la légalité économique et politique, mais il n'en est pas question dans ces notes préalables, où je m'en tiendrai donc, encore, à un exposé schématique. La guérilla de l'UNITA, soutenue par l'Afrique du Sud et une large part du "camp occidental", va pouvoir, grâce à cette aide mais aussi sur la base de l'abandon de la population rurale par l'Etat angolais, gagner de nouvelles régions, et le coût de la guerre pour le gouvernement<sup>43</sup> ne cessera d'augmenter. Il n'est cependant pas question pour l'Etat de réduire le coût de l'affirmation de sa souveraineté, d'autant moins que celle-ci est contestée, et il est de moins en moins envisageable, politiquement pour le pouvoir et socialement pour les membres de la nomenklature, de voir leurs privilèges "légaux" (base de tous les autres) réduits, voire leurs pratiques informelles, leur corruption et leurs abus de position réprimés<sup>44</sup>. La réorientation se fait au contraire dans le sens d'une diminution de la redistribution à la population et d'une augmentation de l'appropriation privative du bien public au bénéfice de la nomenklature et d'autres bénéficiaires du régime (cf. infra), non seulement par l'accumulation d'initiatives individuelles<sup>45</sup> mais sous la houlette de l'Etat lui-même, le gouvernement modifiant ses priorités, notamment en matière sociale - avec une réduction drastique des budgets de la santé et de l'éducation, austérité oblige - et, puisque la production nationale est de plus en plus carente, en matière d'importation : celle de voitures individuelles, de plus en plus "haut de gamme", se substitue au remplacement des transports collectifs, celle de générateurs électriques, de réservoirs d'eau individuels, à celles nécessaires à l'entretien des réseaux publics, celle de biens de consommation de luxe à celle des biens de consommation les plus essentiels à la survie de la population<sup>46</sup>.

Qu'ils leur soient accordés gratuitement en fonction de leur place dans la nomenklatura ou qu'ils doivent les payer, les bénéficiaires de ce système, de plus en plus inégalitaire même au niveau des

<sup>43</sup> Ce coût sera cependant très largement assuré par les pays "frères", et d'abord l'URSS, envers laquelle la dette accumulée de l'Angola n'est toujours pas réglée aujourd'hui (elle ne l'est pas en devises, mais se "négocie" par des reconversions diverses).

<sup>44</sup> Et parfois déjà leurs grands trafics, dont celui de diamants, qui a déjà donné lieu à une purge opaque de la police politique.

<sup>45</sup> Il y a bien cette accumulation : ce ne sont d'abord que certains membres de la nomenklature qui se sont engagés dans l'économie informelle, mais celle-ci ne cesse de "recruter", et on peut à partir d'un certain moment dire que la nomenklature comme groupe social, après l'avoir condamnée, "décide" de rentabiliser ses privilèges dans l'informel.

<sup>46</sup> C'est à la même époque que disparaissent les bichas à la porte des magasins - vides - du peuple, disparition qui marque visiblement et symboliquement cette modification, et qu'apparaissent les whyskies douze ans d'âge - ceux-ci traduisant également un changement des "valeurs" de la nomenklature, qui s'engage dans une logique de "distinction" (Bourdieu) .

seuls biens et services rendus accessibles par l'Etat aux uns et non aux autres, ne doivent les payer qu'au prix officiel, subventionné par l'Etat, alors que le peuple ne trouve plus dans "ses" magasins les produits essentiels à sa subsistance, qu'il doit désormais chercher "sur le marché" - illégal - où les prix sont eux adossés au dollar, dont le "cours réel" ne cesse de grimper. La différence entre cours officiel et cours réel des devises dans les économies administrées à monnaie non convertible y est toujours un des moyens d'enrichissement des nomenklatures. En Angola cependant, cette différence devient proprement exorbitante<sup>47</sup>: alors que l'Etat maintient un cours officiel de 30 kwanzas pour un dollar (ce jusqu'en 1991), en 1984 à l'aube de cette "révolution silencieuse" de l'économie politique angolaise, il est déjà vingt fois supérieur "sur le marché" (celui des biens, et celui des devises, illicites), il le sera 60 fois dès 1986, pour friser les 100 fois au début de 1989. La société angolaise, du haut en bas, entre dès lors dans une autre économie (et une autre logique sociale, cf. infra) - que l'Etat angolais va d'ailleurs bientôt consacrer<sup>48</sup> et promouvoir en effectuant une redistribution délibérément orientée non vers la simple consommation personnelle ou la distribution à ses proches mais vers la revente sur le marché "informel"<sup>49</sup>, une redistribution qui se fait en dollars mais toujours aussi en biens à prix officiels, ceux-ci devenant dans la nouvelle économie de véritables "équivalents-dollars". Articulée à l'économie "publique" et contrôlée par le parti-Etat (mais de plus en plus, cf. infra, par le sommet du pouvoir, dont les centres se sont, aussi, déplacés) va ainsi se déployer une économie dollarisée, parasitaire, spéculative, fondée sur les importations et contribuant à la destruction de la production nationale (et de plus en plus concentrée à Luanda où arrivent les importations et où se concentre toujours plus la nomenklature, dans un mouvement différent de celui de la population fuyant les zones de guerre). Une telle économie profite évidemment à des "délinquants" indépendants, contrebandiers, trafiquants, voleurs de biens publics. Mais ces indépendants sont vulnérables à la répression de l'"Etat socialiste", et leur (éventuelle) fortune reste précaire. D'où la nécessité des alliances, et des ententes, avec les "représentants de l'ordre" et avec des travailleurs, ou à un niveau d' "affaires" plus important, des responsables d'entreprises

<sup>47</sup> Je n'examinerai pas ici les raisons de cette flambée. Le "profit" moyen tiré de cette différence dans la plupart des pays "socialistes" est de l'ordre de 10, voire 20 pour cent.

<sup>48</sup> En ouvrant par exemple de nouveaux magasins pour les responsables où ceux-ci peuvent, comme les diplomates, acheter avec des dollars dont ils n'ont pas à justifier la provenance.

<sup>49</sup> Comme le montre à l'évidence la composition des *cabazes*, et notamment des *cabazes* dits "complémentaires" auxquels ont droit les diverses catégories de bénéficiaires.

publiques (port, aéroport, importateurs et distributeurs publics...) et avec des détenteurs d'autorité ou d'impunité qui peuvent leur assurer une protection contre une répression et leur ouvrir l'accès à des biens et marchandises publics, et auxquels eux-mêmes apportent, outre un "savoir-faire", une "couverture" bienvenue pour ces responsables publics dans un régime socialiste comme continue à l'être le régime angolais. Le nombre des membres de la nomenklature et des "représentants de l'ordre" qui franchissent le pas du vol et du détournement du bien public augmente évidemment dans ces conditions de profit et d'impunité (cf. infra). Mais c'est bien, au-delà, d'une économie politique nouvelle, d'un système social qu'il s'agit. Elle dépend du système de pouvoir et profite d'abord, et structurellement, à la nomenklature : c'est l'économie informelle, désormais principalement alimentée par les dollars du pétrole qui sont les dollars du parti-Etat et par les marchandises importées par l'Etat qu'on retrouve sur les marchés, qui assure à la nomenklature la rentabilisation de ses privilèges légaux, pour lesquels elle constitue un formidable démultiplicateur de valeur<sup>50</sup>. Cette articulation sous l'égide de l'Etat-parti entre le système "légal" d'inégalités (le système nomenklaturiste) et l'économie informelle est ainsi créatrice d'inégalités sociales démultipliées elles aussi. Car "le peuple" ne trouve plus les marchandises à prix officiel qui lui sont nécessaires, alors que ses salaires, restés proportionnés à ces prix, sont vite devenus insuffisants, puis absolument dérisoires. Lui aussi est donc engagé dans cette économie informelle au niveau où il le peut : elle est devenue, du fait de sa "misère légale", nécessaire à sa simple survie, comme elle l'est pour les cadres au maintien de conditions de vie simplement "décentes". Mais ce sont l'ensemble de ses conditions sociales d'existence qui sont progressivement atteintes quand la poursuite de l'appropriation privée du bien public se traduit corollairement pour lui par un délabrement constant des services de santé et d'éducation - eux aussi toujours satisfaits en partie par l'Etat, pour les bénéficiaires du régime, privativement<sup>51</sup>.

<sup>50</sup> Instantanément et notablement, avec l'apparition des kinguilas qui changent les dollars, dans quelques endroits de Luanda d'abord, puis dans un nombre de plus en plus grand de rues, mais aussi avec l'échange", à la porte même des hypermarchés auxquels la nomenklature a accès, des chariots de caisses de bière qu'elle vient d'acheter, pour l'équivalent de leur prix en dollars sur le marché.

<sup>51</sup> Si, par exemple, la nouvelle "ressource" qu'est la rentabilisation de leurs dollars d'Etat sur le marché permet aux bénéficiaires du régime de payer eux-mêmes sur place, entre autres choses, des explicadores privés, l'Etat continue à sélectionner ses fidèles pour des bourses (luxueuses) à l'étranger, parfois très tôt dans le parcours scolaire, parfois pour des familles entières. Il se produit également une inflexion dans les modes de légitimation, et dans les stratégies : alors que dans le premier temps la "seule" position politique assurait position sociale et capacités de reproduction, il y a désormais constitution (sur cette base, certes) d'une élite sociale et culturelle que légitime aussi

Dans cette deuxième phase du "socialisme réellement existant", les bases de reproduction et la logique de fonctionnement du système ont donc profondément changé: fondé toujours sur l'appropriation d'une part des recettes du pétrole par le sommet du pouvoir hors de tout contrôle et sur la domination du parti unique et l'absence des droits de citoyens, ce système se développe non seulement en contradiction de plus en plus flagrante avec le discours de légitimation du régime ("le plus important est de résoudre les problèmes du peuple") mais avec sa légalité, aussi arbitraire puisse être celle d'un parti unique. Ce ne sont pas des "trafiquants", ou des agents de l'Etat malhonnêtes (même nombreux) qui subvertissent et sapent le régime socialiste, mais bien "le MPLA [qui] vole"<sup>52</sup>. Le régime lui-même fonctionne en toute illégalité. La corruption (prédation, abus de position, trafic de devises, etc), loin d'être un épiphénomène, est bien désormais, comme l'analyse Médard<sup>53</sup>, au coeur des logiques d'accumulation des biens politiques et économiques dans le cadre de stratégies de consolidation du pouvoir où économique et politique sont indissociables, et où le politique domine, car si cela passe désormais par l'arbitraire et l'illégalité, l'économie réelle dollarisée, illégale, se développe sous le couvert de et imbriquée à une économie et à des privilèges légaux (eux encore largement non monétarisés), et tout dépend de l'Etat - et de plus en plus davantage de qui est au pouvoir (*cf. infra*). Par rapport aux partis uniques africains non "socialistes", l'inexistence d'une propriété privée nationale légale (sauf à des niveaux très subalternes) et le fait que hors pétrole l'enrichissement voire, pour une infime minorité, l'accumulation ne repose pas sur la production mais sur la spéculation à partir de ressources extorquées, fait aussi qu'il n'y a pas formation de forces économiques privées qui puissent gagner, avec une certaine légalité, une mesure d'autonomie par rapport au parti-Etat, mais au contraire un renforcement constant de la domination de celui-ci.

Mais on est aussi entré dans une autre logique sociale: le "compromis social classique" dans les régimes dits "socialistes" par lequel ceux-ci assurent, même à un niveau très médiocre, les "libertés réelles" - des "droits" économiques et sociaux - à la population n'a plus cours, avec, au contraire, un processus qui se reproduit et s'approfondit d'abandon toujours plus grand des fonctions sociales<sup>54</sup> et son "savoir" (avec aussi le retour des "doutores" dans le vocabulaire).

<sup>52</sup> Comme le diront (après la libéralisation) des graffitis sur les murs de Luanda.

<sup>53</sup> Cf. MÉDARD, J.-F., 1998, *op. cit.*

<sup>54</sup> A partir de 1987, cette dynamique prendra encore une autre inflexion avec l'arrivée de l'aide humanitaire internationale, qui "permettra" à l'Etat angolais de "remettre" à la communauté internationale une partie du soin de s'occuper (très insuffisamment) des besoins des plus démunis.



administratives, gouvernementales de l'Etat, au profit de son renforcement comme lieu de ponction et d'accumulation (et comme appareil de guerre et de coercition). C'est un autre "compromis social" qui s'est mis en place, d'essence néo-patrimoniale : outre le vol, le détournement, la revente, qui sont devenus les moyens obligatoires de s'assurer un revenu pour la population, mais qui sont soumis à l'insécurité et à la répression, et qui suffisent toujours moins à satisfaire ses besoins essentiels, c'est la recherche de protections et de *cunhas* qui devient le "meilleur" moyen d'existence - le plus profitable et le plus sûr. Or la rentabilisation qu'ils peuvent opérer sur le marché de leurs privilèges légaux et l'impunité dont ils jouissent mettent les membres de la nomenclature et les autres bénéficiaires du régime en position d'opérer une redistribution plus ample et plus diversifiée - de biens, de services, de postes "profitables", de bourses, stages, d'accès privilégié à des soins médicaux à l'étranger, etc. -, de se créer ainsi de véritables clientèles. Avec la prédation au sommet et la corruption systémique, les mécanismes de redistribution clientéliste revêtent désormais un rôle central, tant dans l'approfondissement des inégalités et la formation de classes sociales, que "pour la stabilité politique du régime, cette forme de redistribution étant la seule façon de légitimer le pouvoir alors que la richesse est extorquée"<sup>55</sup>. L'"autorité" du parti-Etat dépend toujours plus de sa maîtrise de la redistribution hiérarchisée à la nomenclature et aux seuls secteurs ou couches jugés stratégiques, ceux-ci la rentabilisant en infraction à la légalité "socialiste" et faisant pour leur part descendre, en marge aussi de cette légalité, à travers des réseaux de types divers de clients (familiaux, politiques, amicaux, régionaux, ethniques - ou, plus souvent, micro-ethniques -) des miettes de ces privilèges jusqu'à certaines parties de la population. A la capacité "classique" des régimes communistes d'encadrer la population dans des "organisations de masse" se substitue l'efficacité de la dépendance au long de ces chaînes clientélistes, assurant une autre forme de contrôle social, et d'autres bases d'adhésion - d'adhérence, plutôt, pourrait-on dire -, et d'allégeance politique au régime.

<sup>55</sup> Voir MÉDARD, *op. cit.* Dans cette configuration singulière qu'introduit en Angola la conjonction d'un très profond abandon social des populations et d'une très forte rentabilisation par l'économie illégale, le système clientéliste "fonctionne" et a une efficacité même en l'absence de "corruption" (au sens de vols, ententes avec des trafiquants, monnayage des services qu'on contrôle, etc.) des individus. Si cette corruption-là est systémique, elle n'est longtemps pas généralisée, et il reste (aujourd'hui encore) des responsables de l'Etat, qui sont "honnêtes": c'est que, indépendamment des qualités personnelles requises pour continuer à l'être, le "simple" échange sur le marché de leurs avantages légaux - lui, généralisé - leur permet un enrichissement incomparable et les met en position de "patrons" de clientèles.

C'est bien d'une dépendance au régime qu'il s'agit puisque le nouveau clientélisme repose sur la domination du parti-Etat, mais qui, selon la logique néo-patrimoniale, se fait de moins en moins sur une base collective. A d'autres égards en effet, le régime s'est modifié: au sommet, à la centralisation du pouvoir liée à la guerre vient s'ajouter la centralité accrue de la "ressource" que constitue la ponction directe du pétrole par ceux qui la verrouillent, et qui donc dominent la nouvelle redistribution, c'est-à-dire non pas le parti (i.e. son Bureau politique) en tant que tel, ni le gouvernement, mais la Présidence. Il n'y a de ce fait<sup>56</sup> pas en Angola d'évolution du type qu'ont connu certains régimes "communistes" avec une (relative) autonomisation du gouvernement, celui-ci sécrétant "par fonction" des hommes et des valeurs "technocrates" et gestionnaires - et de potentiels "réformateurs" - et produisant au sein même des nomenklatures des tensions et des contradictions. En Angola, au contraire, parler du "gouvernement" pour désigner le centre réel du pouvoir devient de plus en plus inadéquat (même si le mot vient sous la plume par facilité). Mais cette absence de pouvoir décisionnel du gouvernement renvoie de moins en moins, par ailleurs, à la domination du "parti" - évidemment pas des "militants" (dès l'origine et par essence, mais moins encore en Angola après le coup d'Etat de 1977), et pas non plus du Comité central et des congrès "souverains", mais plus même de son Bureau politique en tant qu'organe de pouvoir collectif. C'est toujours plus le Président, chef du parti, des armées, des polices et verrou des ressources pétrolières qui décide (en arbitrant bien entre les groupes ou factions, les intérêts, qui y sont représentés, dont il doit donc tenir compte), et qui, notamment en "faisant monter" des hommes dans son entourage ou au gouvernement hors des décisions du parti (et commençant donc à inverser l'ordre légal des systèmes communistes qui donne au parti le "rôle dirigeant"<sup>57</sup>), modifie dans le MPLA les rapports de forces entre

<sup>56</sup> C'est je crois essentiel, mais d'autres facteurs - et notamment la nature, l'hétérogénéité, l'évolution du bloc au pouvoir lui-même - ont joué aussi dans ce sens, favorisé ce transfert (et pas, par exemple, celui d'un autre type, à l'armée (l'état-major) notamment, comme cela est le cas du pouvoir de décision réel en Algérie, alors même pourtant que, contrairement à l'Angola, le pays n'est pas en guerre. Là encore une analyse socio-historique concrète est nécessaire pour rendre compte des évolutions du système, des rapports entre civils et militaires (qui ne constituent pas, bien sûr, des "blocs" homogènes) au sommet du pouvoir, et plus généralement des remaniements des rapports et rapports de force au sein de celui-ci et de la nomenklature.

<sup>57</sup> Promus par le Président ailleurs que dans le parti et discrétionnairement, ces/ses hommes s'y intègrent ensuite, en position de responsabilité, sur la base de cet itinéraire non partisan mais présidentiel. Il me semble que cette évolution angolaise est sensiblement différente de celle à la centralisation du pouvoir entre les mains du "secrétaire-général" (aussi président de la République) inhérente aux dictatures communistes, et cela du fait même d'une néo-patrimonialisation fondée sur l'extorsion de la rente pétrolière.

intérêts et factions au bénéfice premier d'un renforcement de son pouvoir personnel.

Il est clair, en outre, qu'à tous les niveaux, le tournant clientéliste secrète de puissantes forces centrifuges au sein de la nomenclature et un aiguisement de ses rivalités. De nouvelles concurrences, dans lesquelles les capacités d'enrichissement deviennent le signe et la sanction des rapports de force politiques, s'ajoutent aux divisions originaires multiples mais jusqu'alors non congruentes<sup>58</sup>, tendant de ce fait à une cristallisation en factions. Ce tournant amène aussi la formation ou la consolidation d'alliances (encore cachées) avec les "entrepreneurs indépendants" que le régime prohibe mais secrète, accentuant encore le caractère factionnel des luttes internes au parti-Etat. Collectivement aussi, alors que la dissociation de la nomenclature par rapport au peuple (par rapport à ses besoins mais aussi désormais dans son mode de vie) s'est approfondie et qu'elle commence à la légitimer par une évolution de ses représentations et de ses "valeurs"<sup>59</sup>, la politique est faite et le pouvoir s'exerce de plus en plus dans une logique de reproduction en fonction d'intérêts non nationaux mais factionnels.

En outre, dans la désinstitutionnalisation qui caractérise cette évolution néo-patrimoniale, si la nomenclature légale reste collectivement la bénéficiaire du régime, tant le sommet du pouvoir que chacun de ses responsables tend à se constituer des alliés ou des clientèles avantageuses, voire nécessaires - et en tenant compte du système "réellement existant". La nomenclature "légale" n'est plus seule à profiter directement du régime, celui-ci, et d'abord la présidence, étendant le cercle des bénéficiaires des redistributions (et des passe-droits, des licences d'importation, etc.) à des individus choisis au sein des secteurs considérés comme stratégiques - c'est, symptomatiquement, le cas pour les "organes de communication de masse" - ou à des "alliés" même extérieurs au parti. Ce n'est plus la position dans le parti-Etat en tant que telle qui est déterminante, mais la situation de chacun par rapport aux centres et hommes de pouvoir et les relations avec eux. Il y a toujours - et toujours décisivement - une dictature du

<sup>58</sup> En fonction d'enjeux concrets de divers ordres (politique, idéologique, social, culturel), en effet, des regroupements ou oppositions se sont formés depuis l'indépendance dans le parti-Etat qui l'ont divisé selon des lignes de clivage propres à chaque enjeu - même si bien sûr, l'issue donnée à chacune de ces "luttes" amène un remaniement des clivages. Le tournant clientéliste amorce une certaine cristallisation de factions sur la base d'intérêts économiques - que viendra éminemment renforcer la "transition libérale", avec le passage de la privatisation de fait à la privatisation légale.

<sup>59</sup> Il n'y a pas cependant d'abandon de la rhétorique sur le pouvoir du peuple, nécessaire à légitimer le parti unique et le système nomenclaturiste, l'existence d'un ennemi qui attente aux conditions de vie de ce peuple constituant une des manières de maintenir l'équation "peuple-MPLA".

parti, mais plus vraiment de "loi" (collective) du parti, mais l'arbitraire des puissants et impunis en son sein.

Les tendances à l'oeuvre "en haut" sont donc contradictoires: une perte de cohésion interne, avec une nette déliquescence des relais du parti-Etat dans la société (des structures de base du parti, du syndicat unique et de la plupart des organisations de masse), qui ne sont plus des structures d'encadrement et de mobilisation, et ne servent plus à l'ascension sociale que pour une toute petite minorité, n'atténuant même que de moins en moins, pour la masse de leurs membres, les effets destructeurs de l'économie socialiste sauvage. Le régime n'a plus non plus de discours de légitimation crédible, répétant certes, en l'absence et l'impossibilité d'un autre, des antiennes progressistes dont plus personne ne croit qu'il entend les mettre en oeuvre, mais n'exigeant même plus de sa nomenclature ou des bénéficiaires "extérieurs" de la nouvelle économie politique qu'ils utilisent une "langue de bois" marxiste-léniniste de fait obsolète. Malgré ces divers facteurs de perte d'unité et d'autorité, la nature néo-patrimoniale du régime est, avec la guerre, un facteur crucial qui assure le maintien de la cohésion du bloc au pouvoir. Même si certains jusque dans les directions légales du parti et de l'Etat, et un nombre non négligeable de "nomenclaturistes" et autres bénéficiaires du régime ne participent pas à la course à l'enrichissement et sont même hostiles à la nouvelle orientation du MPLA, tous vivent cependant (ils en vivent bien, peuvent assurer à leurs enfants un avenir enviable, sont respectés par leurs dépendants) d'un aspect ou d'un autre de ce système; de plus en plus chacun en dépend aussi pour se construire une éventuelle base de soutien politique, les individus, voire les courants, qui n'ont pas "pris le tournant" tendant à être aussi politiquement marginalisés; l'évolution clientéliste est ainsi un facteur important de la non-apparition dans le parti d'une aile réformatrice ; et l'existence d'un ennemi politico-militaire qui menace leur "camp" vient de plus, in fine, resserrer les rangs : de ceux bien sûr dont l'enrichissement et le pouvoir dépendent tout entiers de l'illégalité et de l'impunité du système en vigueur ; mais aussi de ceux dont l'opposition à l'UNITA est première - quels que soient les fondements de cette opposition<sup>60</sup>.

Une autre conséquence importante qu'il faut au moins signaler<sup>61</sup>

<sup>60</sup> Qu'elle soit existentielle, politique, ou résulte de sa perception comme fauteur de guerre ou de son action destructrice.

<sup>61</sup> Voir MESSIANT, C., 1994, "Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition. I. De la guerre à la paix (1975-1991): le conflit armé, les interventions internationales et le peuple angolais", *Lusotopie* (Paris, L'Harmattan/Bordeaux, Maison des Pays ibériques), 1-2, pp. 155-210.

de cette évolution clientéliste est d'avoir donné une importance accrue, objective et subjective, politique et sociale, en haut et en bas de la société et du pouvoir, aux appartenances "identitaires". Après plus de dix ans de règne sans partage, le parti-Etat a évidemment acquis une dimension nationale, a pu recruter dans tous les goupes sociaux, régionaux, ethniques, et, comme on l'a mentionné, la politique d'exclusion politique n'a pas été menée sur une base ethnique ou régionale. Elle a cependant signifié une exclusion de ce type à un certain niveau du pouvoir<sup>62</sup>. Dans ces conditions "de fait", la négation officielle de l'existence même des ethnies<sup>63</sup> et la stigmatisation du "tribalisme", qui ont été (et restent) l'idéologie officielle du MPLA en matière de culture et d'identité nationale, ont dans la première phase du "socialisme" angolais recouvert le maintien tant de la prédominance numérique de certains groupes (ethniques - et sous-ethniques - et "de cor") dans le bloc au pouvoir que, d'autre part, de la domination culturelle d'un de ces groupes - celui précisément dont l'identité ne passait pas par l'appartenance ethnique et qui était porteur de valeurs universalistes et anti-tribales<sup>64</sup>. Avec la clientélisation du système socio-politique et le fait que la redistribution cesse, avec le délabrement des institutions et services étatiques, d'être assurée comme un droit au peuple en tant que tel, mais lui arrive - ou non - en fonction de son insertion dans des réseaux de dépendance, la composition "humaine" du sommet du pouvoir et de la nomenclature prend une nouvelle importance: l'exclusion politique du pouvoir se traduit par des marginalisations sociales et économiques qui sont à la fois ethniques et régionales, tandis qu'au sein du bloc au pouvoir, les relations d'appartenance sont une des voies de constitution des réseaux clientéliers - réseaux, on l'a dit, en concurrence accrue pour le pouvoir et la richesse. D'où, avec cette nouvelle importance objective, sociale, de la composition humaine du pouvoir, le renforcement - chez les exclus du système comme au sein de celui-ci - des identifications et perceptions identitaires de la marginalisation, du pouvoir et du conflit armé lui-même.

La force du pouvoir angolais est ainsi d'avoir pu tirer parti, dans et à la faveur de la guerre et grâce au pétrole, des avantages très

<sup>62</sup> Par la quasi-absence d'Ovimbundus dans ses directions, et par la subalternisation des regressados, considérés qu'ils étaient comme "de moindre confiance politique" étant donné l'importance du groupe ethnique dont ils étaient originaires dans l'UNITA ou le FNLA.

<sup>63</sup> Cf. "Un seul peuple, une seule nation, de Cabinda au Cunene".

<sup>64</sup> Voir, sur cette question, ma thèse et la dernière partie de mon article "Luanda 1945-1961: colonisés, société coloniale et engagement nationaliste", in CAHEN, M., 1989, ed., *Bourgs et villes en Afrique lusophone*, Paris, L'Harmattan, pp. 125-199.

importants de deux modes de domination : celui de la dictature marxiste-léniniste, avec l'importance habituelle qu'y ont la coercition, exercée ou "certaine", et l'impunité (évidemment amplifiées vu l'état de guerre et la militarisation), et celui de la redistribution clientéliste. La "combinaison" guerre + parti unique + clientélisme a ainsi des effets aussi puissants de contrôle social et politique que l'Etat-providence même dans sa version communiste mais sous paix, coûte moins cher et, à la faveur de la guerre, les effets "négatifs" (contestation) de la crise croissante de la redistribution sont neutralisés dans leurs possibles dangers. C'est moins en soi le parti unique qui fait qu'il n'y ait pas indépendance et contestation de "la société", mouvements sociaux ou apparition, à l'initiative de couches intellectuelles, de mouvements revendiquant liberté et démocratie, comme il s'en est formé malgré les difficultés et la répression dans bien d'autres dictatures communistes ou non, mais, couplée à la guerre, cette évolution clientéliste du régime. La guerre, facteur important de destruction et de crise socio-politique, est aussi un facteur majeur d'acceptation (soumission mais aussi partiellement légitimité) d'un régime, aux effets de plus en plus destructeurs pour la société et négatifs pour la population tandis que l'économie politique réelle crée un système de dépendances sociales très fortes où, les droits étant inexistantes (légalement mais surtout pratiquement), le rapport des dirigeants aux dirigés, des dominants aux subalternes est devenu un rapport de patron à client et nullement de citoyen, et dans lequel de fait il n'y a rien à revendiquer de crédible, d'"efficace" sinon des privilèges<sup>65</sup>, des avantages et des faveurs (tous illégaux ou en marge de la propre loi du parti-Etat) qui n'ont aucune chance d'être obtenus si l'on ne passe pas par les réseaux de clientèle ou n'accepte les allégeances (personnelles).

Dans ces conditions, et malgré une dégradation continue des conditions de vie, une misère légale accrue (salaires absolument insignifiants) - et même "grâce" à cette misère et à l'insécurité qui domine la vie des Angolais -, le développement d'une contestation de la société est cependant extrêmement difficile, bien sûr par l'interdiction de toute organisation ou initiative non contrôlée par le parti unique, mais aussi par la situation de dépendance par rapport au pouvoir. La séparation pensée par les théoriciens de la "société civile contre/ou face à l'Etat" est inexistante pour cela aussi - et de fait le concept de société civile dans cette acception, marquée par l'itinéraire

<sup>65</sup> Ce genre de revendications socialement parfaitement réalistes, bien qu'alors condamnées à l'échec, surgira d'ailleurs après que la libéralisation et la perspective de paix auront (provisoirement) libéré de la peur.

historique occidental, est particulièrement mal adapté pour analyser les systèmes néo-patrimoniaux<sup>66</sup>. Et cette autonomisation d'une "société civile" est obérée encore par la guerre, dissuadant toute contestation - avec la quasi-inévitabilité, dans une telle situation, soit de se rallier à la seule opposition possible (obligatoirement armée) qui jouit de suffisamment de soutiens pour se maintenir: l'UNITA, soit, par rejet de cet ennemi "haïssable", nécessité vitale, ou préservation de ses intérêts politico-économiques, de se plier aux "règles" du pouvoir. De telle sorte que toute délégitimation du pouvoir d'Etat vient renforcer un autre pouvoir, armé et de nature totalitaire, tout rejet de cet autre pouvoir vient "faire marcher la machine" du pouvoir d'Etat, bon gré mal gré mais en contribuant à son renforcement, cette dualité de pouvoirs oppresseurs poussant à leur radicalisation et l'entretenant au-delà d'eux, et leur résultat commun étant l'étouffement des forces et voies indépendantes et pacifiques. Pourtant le régime angolais va entrer en crise, profonde, du fait même de l'emballement effrené de cette nouvelle logique et de la force de son ennemi armé, qui est militaire et diplomatique mais lui vient aussi des soutiens politiques et sociaux accrus que le parti-Etat lui "apporte" de plus en plus. Alors qu'il n'est plus question d'enrayer cette logique d'accumulation au profit d'une minorité et d'abandon de la masse de la population à la débrouille individuelle et/ou aux retombées des redistributions clientélistes, le coût croissant de la guerre s'est en effet traduit à la fois par un rétrécissement des bénéficiaires et par des marginalisations socio-économiques massives: non seulement des populations, groupes, familles qui n'ont pas de "relais" au sommet de la nomenklature (et pas non plus de "protections" pour leurs activités de subsistance ou d'enrichissement par l'illégalité obligée), mais de larges parts de ceux qui, même s'ils appartiennent pourtant à des groupes présents dans le pouvoir, sont désormais situés trop bas - ou mal - dans les chaînes de redistribution pour en recevoir autre chose que des miettes insuffisantes. C'est vers la fin des années 1980 une part importante de sa propre base sociale, notamment sa base urbaine, et même luandaise, que le régime s'est aliénée du fait de ces marginalisations, comme en témoigne depuis des années déjà le refus de faire la guerre d'un nombre croissant de jeunes, ou - exprimée seulement par des autorités

<sup>66</sup> Et il peut être extrêmement "contre-productif" si l'on (la communauté internationale) se fonde sur lui pour s'attacher à "promouvoir la démocratie". Ainsi le soutien à des éléments dits de la "société civile", qu'ils soient les entrepreneurs "privés" mais issus du sérail du parti-Etat et ne pouvant prospérer que grâce aux privilèges, dérogations qu'ils continuent à obtenir de l'Etat, ou encore une partie des ONG nationales.

religieuses (essentiellement les évêques catholiques) dont l'autorité et la légitimité se sont renforcées parallèlement au déclin de celles du parti - l'aspiration indissociable à la paix, à la justice sociale et à la fin de l'arbitraire du parti, et comme en témoignera, dès que la "liberté" en sera donnée, la multitude d'initiatives, de mouvements de revendication ou de contestation qui se développeront dans un premier temps<sup>67</sup>, et que ni le parti ni ses organisations de masse ne seront à même ni d'encadrer ni d'empêcher.

Cette liberté n'advientra aux Angolais, cependant (cf. supra), ni de leur lutte sociale, civique, ou politique, ni d'une initiative de "décompression" du pouvoir. Celui-ci au contraire, bientôt menacé militairement et financièrement, ne tentera en effet pas de regagner un crédit dans la population en lui "accordant" des satisfactions sociales et/ou des libertés politiques : toute sa logique sociale s'oppose aux premières, et il redoute une libéralisation politique qui briserait cet ultime rempart contre la contestation - celle politique de l'UNITA, celle qui pourrait venir de la société - que représente le parti unique. Symptomatiquement, et en pleine adéquation avec sa logique néo-patrimoniale, il ne voit son "salut" que par l'incorporation et le partage des bénéfices avec les forces sociales, politiques, économiques qui représentent un danger, que dans une politique de cooptation qui, couplée à la répression de ce qui lui échappe, assure la neutralisation des ennemis et évite la remise en cause du système en tant que tel. Et même la voie des réformes économiques sans changement du système politique - celle que le pouvoir angolais a choisie, notamment pour desserrer, désarmer les soutiens internationaux particulièrement puissants de l'UNITA - avortera du fait des résistances de l'appareil aux risques qu'elle comporte d'une remise en cause de sa position. Et ce n'est que sous une extrême pression militaire, financière et diplomatique que le MPLA sera contraint à l'engagement de négociations, puis à la libéralisation politique, enfin à la signature d'accords de paix.

On peut à ce point revenir à ce qui a été dit au début sur les transitions au sortir et pour sortir de guerres, et indiquer les singularités de la "transition-processus de paix" angolaise et la façon dont elle se greffe - elle s'y greffe en effet, et dans des conditions très particulières, elle ne découle pas de son évolution "intérieure" - sur l'économie politique réelle. Dans les conditions du socialisme angolais

<sup>67</sup> Voir la dernière partie de "Social and political background to the 'democratization' and the peace process in Angola", in *Democratization in Angola*, Leiden, African Studies Centre, 1993, pp. 13-42.



"réellement existant" en 1990-91, qu'une démocratisation puisse s'engager implique bien sûr l'adoption d'un système formel, institutionnel, de droits, indispensable à l'expression autonome des citoyens, mais il implique aussi que ces citoyens aient les moyens de cette autonomie et de l'exercice de ces droits, il implique donc aussi que soit au moins entamé, "ébranlé", le système néo-patrimonial de dépendance économique-sociale et réintégrées les populations qu'il a marginalisées; cela exige à son tour un changement des règles du jeu politique et de fonctionnements socio-économiques ancrés au long des années, dont aucune analyse ne permet de penser qu'il puisse être mené à bien par les anciens tenants du pouvoir si, élus ou non, ils se retrouvent "entre eux" au pouvoir, mais dont la seule garantie est, dans un système d'élections démocratiques, que les organisations politiques élues par la population, nationalement et localement, soient représentées dans le pouvoir d'Etat issu des élections. Une telle inclusion politique apparaît nécessaire à la démocratisation d'un système de dictature néo-patrimoniale - qui fonctionne, on l'a vu, à côté de la légalité et des institutions tout en utilisant son pouvoir de faire des lois et sa domination institutionnelle; elle apparaît en outre tout aussi indispensable au sortir d'une longue guerre qui a divisé des forces politiques mais aussi autour d'elles des "camps", des parties de la société, pour la "réconciliation" de ces camps, mais aussi pour la participation à la vie politique d'autres forces que les "partis armés" qui ont en commun tracé jusqu'alors le destin de la nation, et pour les chances d'une pacification durable.

Or, alors que le système socio-politique qui s'est développé au long des années de guerre en Angola apparaît lui-même comme un obstacle à l'engagement de l'Angola dans un processus de démocratisation - et, indissociablement, en l'occurrence, de pacification - et paradoxalement, le processus de paix patronné par la communauté internationale à Bicesse va permettre sa reproduction. Paradoxalement en effet, à un double titre: d'abord parce que le processus de paix angolais - contrairement par exemple au processus mozambicain - n'avait pas pour "défaut" essentiel, du côté de la communauté internationale, la simple indifférence aux conditions nécessaires à une démocratisation du régime, mais bien l'engagement du plus puissant de ses parrains (les Etats-Unis) du côté de son allié d'alors (l'UNITA), aboutissant à l'adoption d'un processus de transition ignorant la démocratisation et rendant très difficile la pacification, et qui donnera lieu de surcroît à une mise en oeuvre irresponsable<sup>68</sup>. Et c'est par rap-

<sup>68</sup> Voir notamment MESSIAET, C., "Angola: le retour à la guerre ou l'inavouable faillite d'une inter-

port à ce "biais" majeur du processus angolais qu'il y a un deuxième paradoxe, puisque c'est l'UNITA elle-même qui, sûre de sa victoire et de ses soutiens, aura rejeté toute formation avant les élections d'un gouvernement de coalition. Tragiquement pour les Angolais, le processus de paix et l'attitude de la communauté internationale vont ainsi favoriser (et non seulement permettre) jusqu'aux élections, en même temps que le maintien de l'UNITA comme pouvoir armé, celui du "gouvernement" comme accapareur sans contrôle de la rente pétrolière, seul détenteur de l'ensemble des moyens de l'Etat, mis au service de la reproduction et de la reconversion de son économie politique en vue de la victoire électorale - et logiquement donc aussi renforcer son "intérêt" à ne pas voir entamer ce pouvoir<sup>69</sup> La "transition démocratique-processus de paix" en Angola, en orientant, figeant et neutralisant certains des processus politiques et sociaux qui tendent dans ces conjonctures<sup>70</sup> à faire avancer les droits des citoyens et limiter les pouvoirs des gouvernants (ou, ici, des pouvoirs) est venue ainsi elle-même permettre, en même temps que le non-désarmement de l'UNITA et du conflit, que la démocratisation institutionnelle n'implique pas la modification de la nature du pouvoir et des rapports entre gouvernés et gouvernants, mais permette, sur la base de l'économie politique réelle, l'évidement de cette démocratisation de sa substance politique et sociale.

Après sa victoire électorale, le gouvernement majoritaire du MPLA pourra donc, désormais privé de la ressource du parti unique mais toujours en marge de la légalité, continuer à fonctionner substantiellement "comme avant", comme un système clientéliste sans contre-poids et fondé sur les dépendances, dans lequel en outre, "sous multipartisme", la domination du parti (désormais "majoritaire") sur l'économie et la société "libéralisées" sort renforcée, et dans lequel le coût économique, social, politique lié à l'aggravation de la prédation et de la corruption, l'aggravation de la crise sociale et les violations des "nouveaux" droits démocratiques, l'absence pratique de justice et de droits se trouvent d'emblée "compensés", dans leurs éventuels risques politiques, par le "retour" de la guerre et l'impunité et la coercition que celle-ci permet de nouveau, par le resserrement des liens

vention internationale", *L'Afrique politique* (Paris, Karthala / Bordeaux, CEAN), 1994, pp. 199-229.

<sup>69</sup> Cf. "Angola. Les voies de l'ethnisation et de la décomposition. II Transition à la démocratie ou marche à la guerre? L'épanouissement des deux 'partis armés' (mai 1991-septembre 1992)", *Lusotopie* 1995 (Paris, Karthala), pp. 181-212.

<sup>70</sup> Sur l'importance de la conjoncture de transition elle-même sur l'issue de ces processus, voir par exemple BANÉGAS, R., 1993, "Les transitions démocratiques: mobilisations collectives et fluidité politique", *Cultures et conflits*, 12, pp. 105-140.

économiques d'un pouvoir angolais qui contrôle la rente pétrolière avec ses partenaires internationaux - la rente constituée par la nouvelle légitimité démocratique s'ajoutant désormais à la rente étatique et à la rente pétrolière et permettant que les transformations - réelles - de l'économie politique angolaise après les libéralisations économique et politique contribuent à réduire les possibilités d'une démocratisation (et d'une pacification)<sup>71</sup>.

Il est clair que la nature de l'UNITA, qui n'a jamais cessé d'être un ordre militarisé, non civil, est pour beaucoup dans la tragédie angolaise. Mais, outre que cette "nature acquise" doit être aussi renvoyée tant à son insertion internationale de naguère qu'aux obstacles à sa "réintégration" que pose l'économie politique angolaise et à la structure et à la mise en oeuvre du "processus de paix", il me semble que des développements récents, et régressifs, en Afrique imposent que l'on n'écarte pas, et même qu'on étudie en profondeur les facteurs qui, au sein des systèmes politiques africains, sont porteurs eux-mêmes, intrinsèquement pourrait-on dire, de risques de militarisation des conflits. Sans longue guerre "structurante", sans "UNITA belliciste", des régimes comme celui prédateur de Mobutu - où la communauté internationale a longtemps permis qu'une "transition démocratique" initiée en 1990 soit sapée par le pouvoir -, ou celui dictatorial de Nino Vieira - à l'égard duquel la communauté internationale s'est satisfaite du fait qu'il avait été légitimé par le vote - ont produit de telles militarisations.

<sup>71</sup> J'ai essayé d'analyser la logique de cette reconversion du régime angolais dans "La Fondation Eduardo dos Santos (FESA): autour de l' "investissement de la société civile par le pouvoir angolais", *Politique africaine*, 73, mars 1999.

